Communiqué de Presse

La Caisse vaudoise de compensation priée de passer à la caisse

(Scroll down for English)

À la Rédaction,
Madame, Monsieur,

Nous sommes heureux de vous faire part du tout récent arrêt du Tribunal cantonal vaudois qui met fin à une pratique discriminante pour les patients psychiques détenus en prison.

Après une année de lutte devant les tribunaux, un Vaudois souffrant de schizophrénie, au bénéfice d'une rente AI -suspendue depuis 2020 en raison de sa détention- vient d'obtenir le remboursement de ses frais de maladie par le biais des prestations complémentaires à l'assurance invalidité.

Jusqu'à présent, les caisses de compensation refusaient le remboursement aux patients psychiques sous prétexte que leurs rentes AI sont suspendues durant la période de détention. Cette façon de faire est l'usage depuis des années dans toute la Suisse.

Ce sont donc l'ensemble des patients psychiques en détention dont le handicap est reconnu par l'Assurance Invalidité (AI) qui sont concernés par cet arrêt du Tribunal cantonal vaudois.

Engagé depuis des années pour la défense des droits des patients, le Graap (Groupe d'accueil et d'action psychiatrique) vous remercie de l'attention que vous porterez au communiqué ci-dessous. Nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour relayer l'information auprès de vos lecteurs et lectrices dont bon nombre peuvent être concernés ou impliqués dans les questions de santé mentale et d'assurance invalidité, de curatelles ou proches des quelques 700 personnes directement concernées.

Même si le chemin pour une meilleure reconnaissance des droits des patients psychiques détenus en prison reste encore long, un pas significatif vient d'être franchi.
Avec nos remerciements anticipés et avec nos cordiales salutations.

Pour l'équipe de l'Action Maladie Psychique et Prison
Madeleine Pont

Communiqué

15 juin 2022

La Caisse vaudoise de compensation priée de passer à la caisse

Remboursement des frais de maladie aux patients psychiques détenus en prison, c'est la fin d'une pratique discriminante pour les patients psychiques incarcérés au bénéfice d'une rente AI

C'est une première en Suisse et la fin d'une pratique discriminante pour les patients psychiques détenus en prison. Jusqu'à présent, leurs frais médicaux n'étaient pas remboursés. Mais un détenu souffrant de schizophrénie vient d'obtenir gain de cause auprès du Tribunal cantonal vaudois.

Factures de lunettes, dentiste, quote-part des coûts médicaux, franchises... tous les assurés au bénéfice de Prestations complémentaires ont droit au remboursement de ces frais.
Tous, sauf les patients psychiques incarcérés. Les caisses de compensation leur refusent le remboursement sous prétexte que leur rente d'assurance invalidité (AI) est suspendue durant la période de détention et qu'ils n'ont, de ce fait, pas de droit aux prestations complémentaires. Cette façon de faire est l'usage depuis des années en Suisse.
Mais, dans un arrêt rendu le 12 mai 2022, la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal vaudois donne raison sur toute la ligne à un patient en détention.
Ce patient avait fait recours contre la décision de la Caisse cantonale vaudoise de compensation estimant que la suspension ne concerne que le versement de rentes -qui sont des *prestations en espèce*- et non pas le remboursement des frais médicaux. Ceux-ci sont à considérer comme des *prestations en nature*, remboursées que sur présentation de factures payées.

En prison depuis deux ans

Incarcéré depuis le 12 mai 2020 dans divers établissements pénitentiaires du canton de Vaud, Christian (nom d'emprunt) souffre de schizophrénie. Il a écopé de 12 mois de privation de liberté pour des délits mineurs commis lors d'une crise psychotique (lésions corporelles simples et violation de domicile).
Le trentenaire a fini de purger sa peine, mais il est maintenu en détention sous le coup d'une mesure thérapeutique en milieu fermé selon l'article 59 du Code pénal suisse. Un recours est pendant auprès du Tribunal fédéral.
En savoir plus : Action Maladie Psychique et Prison et son Collectif 59 – Libérez Christian

Interprétation erronée de la loi

C'est dans ce contexte que Christian se bat pour obtenir le remboursement de ses frais médicaux. Depuis son incarcération, il ne touche plus sa rente AI, cela se justifie puisqu'il n'a pas à assumer ses frais d'entretien en prison. Mais la Caisse cantonale vaudoise de compensation refuse aussi de prendre en charge les factures non couvertes par son assurance maladie.
L'ensemble des caisses cantonales procèdent ainsi. Elles estiment que si les rentes AI sont suspendues, les Prestations complémentaires le sont aussi.
Dans son recours, l'avocate de Christian, Me Kathrin Gruber, différencie les prestations complémentaires en nature et en espèce. *(art. 14 et SS de la LPGA).* S'il est juste que les prestations en espèces -soit la rente mensuelle complémentaire à la rente AI- soient, tout comme la rente AI suspendues, il n'y a pas de raison de supprimer le droit au

remboursement des frais médicaux. Une rente suspendue ne signifie pas une rente supprimée.
Dès lors, le Tribunal cantonal a donné raison à Christian qui garde son droit au remboursement des frais de maladie et l'interprétation de la Caisse de compensation est erronée.

La fin d'une pratique discriminante

En regard de l'arrêt du 12 mai 2022 du Tribunal cantonal, la Caisse vaudoise de compensation devra réexaminer chaque facture et rendre une nouvelle décision sur les sommes à rembourser.
Le cas de Christian n'est de loin pas isolé. Le Graap qui dénonce depuis des années cette pratique discriminante, espère que l'ensemble des patients en détention obtiendront eux aussi le remboursement de leurs frais médicaux.
La plupart des malades psychiques incarcérés se retrouvent en prison pour des délits commis en raison de leur pathologie. Privés des subsides dus à leur invalidité, ne pouvant s'acquitter de leurs factures médicales, dorénavant, ils ne seront plus pénalisés financièrement et n'accumuleront plus de dettes à l'aide sociale liées aux frais médicaux.
Même si le chemin reste long, un pas vient d'être franchi pour une meilleure reconnaissance des droits des personnes atteintes dans leur santé mentale.
Pour le Graap, Catherine Favre, journaliste

Press Release

The Caisse vaudoise de compensation asked to pay

To the Editor,
Dear Madam, Sir,

We are pleased to inform you of the most recent judgment of the Vaud Cantonal Court which puts an end to a discriminatory practice for mental patients detained in prison.

After a year of struggle before the courts, a vaudois suffering from schizophrenia, covered by an AI pension - suspended since 2020 because of his detention - has just obtained the right to the reimbursement of his medical expenses through supplementary benefits of the disability insurance.

Until now, compensation funds have refused reimbursement to mental patients on the pretext that their AI pensions are suspended during the period of detention. This has been the practice for years throughout Switzerland.

It is therefore all mental patients in detention whose disability is recognized by the Disability Insurance (AI) who are concerned by this judgment of the Vaud Cantonal Court.

Committed for years to the defense of patients' rights, Graap thanks you for the attention you will pay to the press release below. More than ever, we need your support to relay information to your readers, many of whom may be concerned or involved in mental health and disability insurance issues, curators or relatives of the 700 or so people directly concerned.

Although there is still a long way to go towards better recognition of the rights of mental patients held in prison, a significant step has just been taken.
With our anticipated thanks and with our cordial greetings.

For the Action Maladie Psychique et Prison team
Madeleine Pont

Press release

June 15, 2022

The Caisse vaudoise de compensation asked to pay

Reimbursement of sickness expenses to mental patients detained in prison, and the end of a discriminatory practice for mental patients incarcerated having the benefit of an AI pension

This is a first in Switzerland and the end of a discriminatory practice for mental patients detained in prison. Until now, their medical expenses were not reimbursed. But a prisoner suffering from schizophrenia has just won his case before the Vaud Cantonal Court.

Invoices for glasses, dentist, share of medical costs, deductibles... all insured persons receiving supplementary benefits are entitled to reimbursement of these costs.
All except incarcerated psychic patients. The compensation funds refuse the reimbursement on the pretext that their disability insurance (AI) pension is suspended during the period of detention and that they are therefore not entitled to supplementary benefits. This way of doing things has been in use for years in Switzerland.
However, in a judgment delivered on 12 May 2022, the Social Insurance Court of the Vaud Cantonal Court ruled in favour of a patient in detention.
The patient had appealed against the decision of the Caisse cantonale vaudoise de compensation considering that the suspension concerns only the payment of pensions - which are *cash benefits* - and not the reimbursement of medical expenses. These are to be considered as benefits *in kind*, reimbursed only on presentation of paid invoices.

In prison for two years

Incarcerated since May 12, 2020 in various prisons in the canton of Vaud, Christian (borrowed name) suffers from schizophrenia. He was sentenced to 12 months' deprivation of liberty for minor offences committed during a psychotic crisis (simple bodily harm and home invasion).
The thirty-year-old has finished serving his sentence, but he is kept in detention under a therapeutic measure in a closed environment according to article 59 of the Swiss Criminal Code. An appeal is pending before the Federal Court.
Read more: Action Maladie Psychique et Prison and its Collective 59 – Free Christian

Misinterpretation of the law

It is in this context that Christian fights to obtain the reimbursement of his medical expenses. Since his incarceration, he no longer receives his AI pension, this is justified since he does not have to pay his maintenance costs in prison. But the Vaud Cantonal Compensation Fund also refuses to cover invoices not covered by its health insurance.
All cantonal funds do this. They believe that if the AI pensions are suspended, the Supplementary Benefits are also suspended.
In her appeal, Christian's lawyer, Kathrin Gruber, differentiates between supplementary benefits in kind and in cash. *(s. 14 and SS of the LPGA).* If it is right that cash benefits - the monthly pension in addition to the AI pension - should be suspended, like the AI pension, there is no reason to abolish the right to reimbursement of medical expenses. A suspended pension does not mean a cancelled pension.
Therefore, the Cantonal Court ruled in favour of Christian, who retains his right to reimbursement of medical expenses, and the Compensation Fund's interpretation is incorrect.

The end of a discriminatory practice

In view of the judgment of 12 May 2022 of the Cantonal Court, the Vaud Compensation Fund will have to re-examine each invoice and make a new decision on the sums to be reimbursed.
Christian's case is by far not isolated. Graap, which has been denouncing this discriminatory practice for years, hopes that all patients in detention will also be reimbursed for their medical expenses.
Most of the mentally ill prisoners end up in prison for crimes committed because of their pathology. Deprived of the subsidies due to their disability, unable to pay their medical bills, from now on, they will no longer be penalized financially and will no longer accumulate debts to social assistance related to medical expenses. Even if the road remains long, a step has just been taken towards a better recognition of the rights of people affected in their mental health.
For Graap, Catherine Favre, journalist